

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DE DIETRICH SAS

5 rue de Lisbonne CS70009
67300 Schiltigheim

Code AIOT : 0006700571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement DE DIETRICH SAS implanté 30 Grand rue 67110 Zinswiller. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient à la suite d'un accident survenu sur site le 26 mars 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DE DIETRICH SAS
- 30 Grand rue 67110 Zinswiller
- Code AIOT : 0006700571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société De Dietrich est spécialisée dans la fabrication d'équipements chaudronnés mécano-soudés à parois vitrifiées, employés dans la chimie fine, chimie et pharmacie. Le site de Zinswiller est dédié à la fabrication d'email, à son application à l'intérieur de cuves en métal de différentes tailles assemblées sur place.

Contexte de l'inspection : Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accident a été maîtrisé rapidement, l'exploitant a identifié la cause de l'accident et prévoit d'engager des mesures pour prévenir une récurrence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/05/2007, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Échauffement du 26/03/26
Prescription contrôlée : <i>"Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977)."</i> <i>L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise."</i>
Constats : Un accident est survenu le 26/03/26 au niveau de l'installation de production d'émail exploitée par la société DE DIETRICH à Zinswiller. Au regard des constatations effectuées par l'inspection lors de la visite sur site du 27/03/2026 et des informations fournies par l'exploitant, il ressort principalement les éléments suivants : <u>1. Circonstances</u> Jeudi 26/03/2026, dans l'après-midi, un phénomène de surchauffe du conduit de cheminée des fours de fusion d'émail apparaît. Par rayonnement, cet échauffement a entraîné la combustion des chevrons en bois sous toiture situés autour du conduit. Les services de secours et d'incendie sont intervenus pour dégager les parties atteintes par le phénomène de combustion lente, enlever quelques tuiles (sur environ 1 m ²) et refroidir la toiture. Le recours à des moyens d'extinction aqueux a été très limité afin de préserver l'outil de production. L'accident a été maîtrisé le jour même et une surveillance a été mise en place par l'exploitant la nuit afin de pouvoir surveiller l'évolution de la situation. La reprise de l'activité nécessitant des travaux sur les équipements, la production ne pourra pas reprendre avant quelques jours. <u>2. Causes</u> L'exploitant a identifié très rapidement la cause de l'incident. L'accident est survenu lors du démarrage à blanc (lors d'une phase de test) du four de fusion d'émail n°2 avant mise en production. Il s'agit d'un four qui n'est utilisé que de façon ponctuelle en appoint. L'exploitant explique avoir récemment fait changer le brûleur de ce four et avait déjà constaté des échauffements lors des tests de mise en service. Un technicien étant passé pour des réglages, ce nouveau test visait à vérifier les réglages avant la mise en production.

3. Conséquences

Conséquences sur les personnes :

L'accident n'a pas fait de blessé. Il n'a eu aucune répercussion à l'extérieur du site.

Conséquences sur l'environnement :

Du fait de la détection rapide de l'échauffement et de l'arrêt du process, il n'y a pas eu de fumées significatives ni d'eaux d'extinction à gérer (les pompiers n'ont quasiment pas utilisé d'eau). Aucune flaque n'a été constatée au sol dans le bâtiment concerné lors de la visite, seulement quelques coulures le long du mur.

Conséquences matérielles :

- 1 m² de chevrons de charpente et de tuiles à changer autour de la cheminée de four de fusion d'émail ;
- les pierres réfractaires des fours à changer.

4. Mesures mises en œuvre suite à l'incident

L'exploitant prévoit de remplacer le brûleur par un équipement moins puissant.

Il doit transmettre d'ici la fin du mois (cf procédure « accident » du Guichet unique numérique de l'environnement) un rapport d'incident permettant de tirer de ce retour d'expérience des enseignements et des mesures à mettre en œuvre pour éviter un incident similaire sur cet équipement.

5. Bilan

Il n'y pas eu de départ de feu, l'accident, qualifié par l'exploitant de « combustion sans flamme ou auto-échauffement », a été maîtrisé rapidement par l'exploitant avec l'aide des pompiers. Il n'y a pas eu de blessés ni de pollution du milieu naturel. L'exploitant a identifié la cause de l'accident et prévoit des mesures pour prévenir une récurrence.

Aucune suite administrative n'est envisagée à ce jour.

Type de suites proposées : Sans suite